

**DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE****SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 14 mai 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – Livre IV – IVème Partie,

le règlement (CEE) n° 4055/86 du Conseil du 22 décembre 1986 portant application du principe de la libre prestation des services aux transports maritimes entre États membres et entre États membres et pays tiers (cabotage international),

**VU** le décret n° 96-8 du 2 janvier 1996 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Rome le 26 novembre 1993,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L. 1411-4 et L. 4424-20,

**VU** le Code des transports,

**VU** l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

**VU** la délibération n° 15/144 AC du 25 juin 2015, de l'Assemblée de Corse qui « autorise le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant à élaborer et à mettre en œuvre les projets de coopération territoriale européenne afin de maintenir ou établir des liaisons maritimes régulières avec nos régions voisines transfrontalières afin de tendre vers une continuité territoriale inter-îles »,

**VU** la délibération n° 15/275 AC du 29 octobre 2015, de l'Assemblée de Corse qui « habilite le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant, à signer et, plus généralement, à prendre toutes dispositions afin d'assurer le maintien et le renforcement de la liaison maritime entre Propriano et Porto-Torres »,

**VU** la déclaration d'intention du 22 février 2017, par laquelle la Regione Autonoma

della Sardegna et la Collectivité Territoriale de Corse ont convenu « dans l'attente de réaliser des outils de gestion conjointe, d'identifier les outils aptes à imposer, même unilatéralement, des obligations de service public convergentes, sur les liaisons Santa Teresa Gallura-Bunifaziu et Prupia-Porto Torres, à la charge respectivement, la première de la Regione Autonoma della Sardegna et la seconde de la Collectivité Territoriale de Corse »,

VU l'étude sur l'état des lieux de la desserte maritime Corse/Sardaigne : Prupia/Porto-Torres,

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

SUR rapport de la Commission

CONSIDERANT que la Collectivité de Corse et la Région Autonome de Sardaigne ont entrepris de renforcer leur coopération afin de créer un groupement européen de coopération territoriale (GECT) qui permettra de gérer des liaisons maritimes et aériennes transfrontalières sur la base du règlement européen 1082/2006 modifié par le règlement 1302/2013,

CONSIDERANT qu'il existe un risque que la liaison maritime entre les ports de Prupia et de Porto-Torres ne soit plus exploitée de manière régulière par les compagnies en situation de libre concurrence,

CONSIDERANT qu'avant de mettre en place un service public de transport maritime reliant les ports de Prupia et de Porto-Torres, il convient de satisfaire aux exigences du droit européen en matière d'aides d'État et de l'encadrement SIEG,

CONSIDERANT qu'il appartient en conséquence à l'Assemblée de Corse de se prononcer sur l'opportunité de publier une consultation publique destinée à interroger les compagnies maritimes en situation de libre concurrence sur leurs capacités à satisfaire la demande de transport maritime entre ces deux ports, pour en déduire le périmètre adéquat du service public,

CONSIDERANT que ce test du marché doit être publié avec une diffusion la plus large possible, dans la presse écrite et sur le site internet de la Collectivité de Corse,

CONSIDERANT qu'à l'issue de la consultation publique et selon le degré de précisions des réponses obtenues, la Collectivité de Corse doit se réserver la possibilité de solliciter de la part des opérateurs qui se seront manifestés des précisions sur leurs réponses afin d'en vérifier la faisabilité,

CONSIDERANT que le rapport d'études relatif à l'état des lieux de la desserte maritime entre la Corse et la Sardaigne est annexé à la présente délibération,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à la publication de ce test du marché au plus tard le 4 juin 2018 en vue de préparer la mise en œuvre des futures modalités d'organisation de la desserte maritime entre les ports de Prupia et de Porto-Torres et la création du GECT.

APRES EN AVOIR DELIBERE

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1er :**

APPROUVE le rapport d'études relatif à l'état des lieux de la desserte maritime entre la Corse et la Sardaigne, annexé à la présente délibération,

**ARTICLE 2 :**

DECIDE qu'une consultation publique sera publiée au plus tard le 04 juin 2018 afin que le ou les armateur(s) ressortissant(s) de l'Union européenne intéressé(s) dépose(nt), à la date fixée par la publication du test de marché, leur dossier démontrant leurs capacités à satisfaire la demande de transport maritime de passagers et de marchandises entre les ports de Pruprà et de Porto-Torres,

**ARTICLE 3 :**

DECIDE que l'Office des Transports de la Corse pourra, dans le respect du principe de non-discrimination, se rapprocher de(s) armateur(s) ressortissant(s) de l'Union européenne ayant déposé leur dossier dans le délai imparti ci-dessus, afin d'obtenir des précisions sur leurs réponses et d'en vérifier la faisabilité,

**ARTICLE 4 :**

AUTORISE la Présidente de l'Office des Transports de la Corse à prendre toutes les mesures nécessaires à la conduite de la procédure de consultation publique ;

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI